

Charles Michel et Elio Di Rupo croisent le fer sur la liberté de la presse

C'est à une sorte de combat des chefs qu'on a eu droit à la Chambre, ce jeudi, lorsque deux Premiers ministres – l'ancien et l'actuel – se sont affrontés sur la question des droits fondamentaux, et de la liberté de la presse en particulier.

En cause, la brève arrestation, la veille, d'une équipe de la RTBF en train de filmer une action de protestation contre les travaux d'extension du centre fermé pour demandeurs d'asile déboutés à Steenokkerzeel.

«La Belgique était un modèle en matière de droits de l'homme et de respect des libertés, dont la liberté de la presse. Elle est devenue progressivement un pays où les transgressions sont désor-

mais possibles et, je crains, couvertes par vous», lui a lancé Elio Di Rupo. Sans toutefois aller aussi loin que le ministre francophone Jean-Claude Marcourt (PS), qui a laissé entendre que cette arrestation avait été *«commanditée»* par le gouvernement.

Ces attaques ont néanmoins piqué au vif Charles Michel, qui s'est dit *«stupéfait»* par l'*«instrumentalisation»* de cette arrestation administrative, surtout de la part de quelqu'un *«qui a assumé de grandes responsabilités»*. S'appuyant sur Reporters sans frontières, le Premier ministre a au contraire souligné que la Belgique était remontée à la 7^e place du classement mondial de la liberté de la

presse après avoir régressé de la 20^e à la 21^e place sous le gouvernement Di Rupo. La Fédération européenne des journalistes avait dénoncé voici quelques années les menaces proférées par un cabinet ministériel à l'encontre d'un journaliste de la RTBF. *«J'assume les décisions du précédent gouvernement dont vous faisiez d'ailleurs également partie»*, lui a vertement répondu Elio Di Rupo.

Sur le fond, Charles Michel a rappelé qu'il *«n'y a pas l'ombre d'un doute que la liberté de la presse constitue un pilier fondamental de la démocratie»*.

J.-P. B.